

Senarclens, Pierre de. *La crise des Nations Unies*. Paris, Presses Universitaires de France, 1988, 235 p.

Guy Gosselin

Volume 20, Number 4, 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702588ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702588ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gosselin, G. (1989). Review of [Senarclens, Pierre de. *La crise des Nations Unies*. Paris, Presses Universitaires de France, 1988, 235 p.] *Études internationales*, 20(4), 900–902. <https://doi.org/10.7202/702588ar>

à l'« éducation à la paix », à la fois conçue comme un enjeu de société et un processus en développement, l'action des femmes étant importante pour faire avancer la cause de la paix (d'où la nécessité d'une éducation non-sexiste et l'exemple de la lutte des femmes britanniques à Greeham Common). Dans le chapitre II sont abordés les contre-mécanismes institutionnels, à savoir: les moyens de désarmement au niveau des institutions officielles (les formes de contestation possibles et la pression des opinions publiques nationales et internationales) et la création de structures de désarmement au service des personnes et des peuples.

Les chapitres III et IV s'intéressent, eux, aux contre-mécanismes juridiques et politiques pour le désarmement. Juridiquement, il convient de perfectionner les traités existants et d'en élaborer de nouveaux (interdiction totale des essais nucléaires et des armes chimiques; création de zones dénucléarisées et/ou de paix; plans globaux de désarmement), sans oublier l'adoption d'un véritable « droit de la paix » qui sera à la fois libérateur pour les personnes et les peuples, porteur de développement et facteur de désarmement. Politiquement, les moyens à privilégier pour avancer dans la bonne direction sont de plusieurs catégories: le budget, les médias et la presse, l'action des collectivités locales (cf. les communes dénucléarisées), le désarmement unilatéral, l'action des pays non-alignés des États du Tiers-Monde, etc.

Le chapitre V décrit les contre-mécanismes militaires du désarmement. On retrouve là les solutions des mouvements de paix (objection de conscience, renvoi et autodafé des livrets militaires, luttes sur le modèle de la résistance du Larzac) et surtout une réfutation en règle des théories relatives à la dissuasion nucléaire. Pour remplacer les stratégies atomiques, l'auteur prône des modèles de dé-

fense alternative, modèles qui s'inspirent des recherches sur la paix ou qui sont empruntés à des expériences historiques (résistance passive, défense populaire).

Dans une deuxième partie sont pris en compte en 3 chapitres: les contre-mécanismes économiques et financiers, technologiques et scientifiques qu'il faut implanter au « coeur de la machine infernale ». Il existe un lien entre désarmer et développer, d'où la nécessité d'envisager de nouvelles formes de développement – sur le plan national et international (NOEI); nécessaire aussi de mettre en oeuvre des processus de reconversion des industries d'armement (cf. E.U. après la guerre 39-45). Quant à la technologie et à la science, il faut les mettre délibérément au service de la paix, du développement et du désarmement. Les savants, eux, doivent refuser leur collaboration au « complexe militaro-industriel » et bénéficier d'un « droit à l'objection de conscience scientifique ».

Au total, l'ouvrage de J.M. Lavieille a le mérite de s'attaquer à un problème très ancien – la course aux armements – à partir d'une réflexion globale sur les mécanismes complexes de celle-ci et de proposer des contre-mécanismes qui, s'ils n'emportent pas la conviction, suscitent cependant l'intérêt et la curiosité.

Daniel COLARD

*Faculté de Droit de Besançon
Université de Franche-Comté, Besançon*

SENARCLENS, Pierre de. *La crise des Nations Unies*. Paris, Presses Universitaires de France, 1988, 235 p.

Avec cet essai, Pierre de Senarclens poursuit l'examen critique des organisations internationales qu'il a déjà entrepris avec l'Unesco. Combinant les atouts d'une carrière de professeur à l'Université de Lausanne et d'une expérience de haut fonc-

tionnaire à titre de directeur de la Division des droits de l'homme et de la paix à l'Unesco (1980-1983), l'auteur nous offre des analyses percutantes des organismes internationaux. À la suite de la crise de l'Unesco, c'est maintenant celle des Nations Unies qui est l'objet de son étude, la première participant de la seconde dont elle n'est qu'une manifestation exemplaire (p. 73).

P. de Senarclens part de l'observation que la crise actuelle des Nations Unies ne réside pas seulement dans la distance entre l'utopie qu'elles proclament et l'histoire réelle mais aussi dans la défiance et la contestation qu'elles suscitent. Il s'agit d'une crise plus profonde qui renvoie aux fondements mêmes de la société internationale. En conséquence, l'auteur examine les fondements idéologiques et politiques de la crise ainsi que ses incidences institutionnelles. À cette fin, il place la question de la légitimité au centre de son analyse.

Le premier chapitre est consacré à une discussion du concept de légitimité et à son importance politique. Ce concept, qui renvoie aux principes sur lesquels est fondé le pouvoir dans une société, est également utile à l'analyse des relations internationales. Comme dans l'ordre étatique, les grandes crises internationales sont intimement liées à des conflits de légitimité. Sur la base de cette prémisse, l'auteur analyse les buts originels des Nations Unies et le modèle qu'elles instaurent. Plus particulièrement, « l'ONU et ses institutions spécialisées ont contribué à établir un ordre international fondé sur l'État-nation et l'économie capitaliste, elles ont propagé une vision de l'histoire et du progrès dominée par les mythes et doctrines politiques du monde occidental, une conception socio-culturelle fondée sur les postulats de l'individualisme libéral, une idéologie du développement marquée par les besoins et aspirations des sociétés industrielles

« avancées » (p. 18). C'est l'essence de la restauration libérale de 1945 que décrit pertinemment le chapitre 2.

Les chapitres subséquents détaillent les étapes marquant l'effritement de ce modèle et l'érosion de l'idéologie universaliste jusqu'à la situation de crise actuelle. Le chapitre 3 rappelle la faillite précoce de la sécurité collective et montre ses conséquences, en particulier la contribution très limitée de l'ONU à la sécurité internationale et la transformation de l'Organisation en une agora partisane. Si l'ONU apparaît impuissante, il faut bien voir, soutient justement l'auteur, que son véritable pouvoir ne réside pas dans ses décisions politiques concrètes mais dans ses fonctions idéologiques, dans l'influence politique qui découle de son autorité en tant qu'instance de légitimation. C'est ainsi, comme l'illustre le chapitre 4, que l'ONU a oeuvré à l'occidentalisation du monde. Elle a joué à cet égard un rôle éducatif, propageant les valeurs occidentales spécialement dans la définition des droits de l'homme et dans les premiers projets de développement. Privilégiant de nouveau la dimension socio-économique, l'auteur interprète dans le chapitre 5, le début des années 60 comme marquant l'apogée du modèle occidental et de la mission civilisatrice de l'ONU. L'affaire du Congo lui semble marquer à la fois cette apogée et le début d'une remise en cause fondamentale du modèle.

À partir de ce moment, les Nations Unies vont « s'aliéner le soutien des pays occidentaux en devenant le théâtre de lourds antagonismes politiques » et vont « s'épuiser dans la propagation de conceptions idéologiques qui n'ont pas d'assise suffisante pour constituer les fondements d'un nouveau régime ». L'auteur s'attache alors, dans une analyse pénétrante, à montrer l'ampleur de la contestation du modèle occidental mais aussi la grande ambiguïté de cette contestation ainsi que l'étendue du

désordre international qui accompagne la fin de l'hégémonie américaine. Ces évolutions sont l'objet des chapitres 6 et 7 qui mettent en relief le sens de la décolonisation, du combat contre l'impérialisme, le racisme et l'Apartheid, de la réaffirmation de la souveraineté de l'État, de la nouvelle stratégie de développement, des engagements de l'ONU dans un éventail très large d'activités depuis les années 70 et de la proclamation d'un nouvel ordre économique international. Le chapitre 8 pour sa part reprend les analyses antérieures de l'auteur sur l'Unesco en soulignant l'exemplarité de ce pas pour les Nations Unies car aucune institution du système n'a reflété aussi fidèlement les rêves du libéralisme, n'a été aussi marquée par les projets idéologiques des puissances occidentales.

Enfin, dans le chapitre 9, l'auteur aborde la crise institutionnelle profonde dans laquelle se trouvent les Nations Unies. Cette crise est en partie associée au fait que les activités économiques et sociales de l'ONU se sont émiettées en un ensemble invraisemblablement complexe d'institutions, à la carence de l'Assemblée générale dans la définition de grandes orientations politiques pour l'ONU et le système ainsi qu'aux contradictions et aux impasses politiques qui marquent le nouvel ordre économique international et qui font désormais ressembler la coordination à la quadrature du cercle. C'est pourquoi, plutôt qu'une simple amélioration de la gestion, il faudrait une véritable transformation du système. Les impératifs de la réforme impliquent, selon les conclusions de l'auteur, une modification des processus de prise de décision, voire des changements institutionnels de grande envergure pour définir de nouveaux mécanismes de négociation et surtout de nouveaux instruments pour traduire en programmes efficaces et substantiels les accords réalisés.

Ce livre s'inscrit dans le courant de démythification des Nations Unies qui se développe depuis quelques années et qui s'adresse aux pays occidentaux qui ont bâti les Nations Unies à leur image et acceptent difficilement la transformation que tentent de leur imprimer les pays du Tiers Monde. Cependant l'analyse critique de l'auteur n'épargne ni les uns ni les autres, notant, par exemple, à propos de l'idéologie du développement, qu'après avoir longtemps occulté l'hégémonie occidentale, elle sert maintenant à légitimer des régimes autoritaires et dictatoriaux (p. 154). L'objet analysé est énorme et en quelque deux cents pages l'auteur doit conserver une perspective plutôt générale. C'est par contre un choix qui apparaît tout à fait approprié aux intentions de l'auteur qui, de plus, fait constamment référence aux documents officiels. Finalement cette vision globale est un essai qui participe lui-même du processus de « désoccidentalisation » des Nations Unies, condition nécessaire à leur véritable universalisation. Celle-ci s'opère par le passage de la conception d'un monde homogène à celle d'un monde pluraliste mais subsiste encore le défi de déterminer les éléments communs de ce monde. À cet égard, soutient P. de Senarclens, les principes de la Charte restent précieux.

Le livre de P. De Senarclens est ainsi un essai important parce qu'il sait susciter la réflexion en considérant les Nations Unies d'une manière globale et évolutive et parce qu'il est écrit dans une langue simple qui le destine à un large public. C'est une lecture très recommandée pour mieux comprendre la situation actuelle non seulement des Nations Unies mais aussi des relations internationales.

Guy GOSSELIN

*Département de science politique
Université Laval, Québec*